

La méthode Thatcher

●●● **Etienne Perrot s.j.**, Carouge
Economiste, professeur du Centre Sèvres, Paris

Margaret Thatcher a laissé son nom à une méthode de gouvernement marquée par un conservatisme agressif et un libéralisme à poigne. Sa politique doit beaucoup à son tempérament, superbement incarné à l'écran par Meryl Streep. Mais elle doit aussi à l'idéologie économique qui, comme toutes les idéologies, se heurte aux contradictions de la vie sociale et à des résultats contrastés. Quelle idéologie ? Quelles contradictions ? Quels résultats ?

Le 8 avril dernier mourait Mme Thatcher. Aussitôt, chroniqueurs et journaux se sont répandus en jugement rétrospectifs sur cette « dame de fer » qui fut, de 1979 jusqu'en 1990, Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté.

L'inspiration première de la politique économique de Margaret Thatcher est le monétarisme ultra-libéral de Milton Friedman. L'idée en est simple : il ne faut pas laisser l'Etat, par le moyen de la monnaie, interférer avec le libre jeu des échanges économiques. Pour arriver à ce résultat, Friedman proposait de fixer une fois pour toute la croissance de la masse de monnaie mise en circulation (par exemple 5 %). Ainsi, ni la banque centrale ni le gouvernement n'aurait la tentation de modifier à son gré la masse monétaire ; ce qui interdirait, pensait-on, l'inflation, ce prélèvement sournois de l'Etat sur la richesse nationale.

Le prélèvement par l'inflation provoque, en effet, des conséquences économiques délétères à long terme (les comptes sont biaisés et les taux d'intérêt augmentent), ainsi que des effets sociaux pervers puisque tout le monde n'est pas à même de se défendre efficacement contre ce prélèvement : les actionnaires, les salariés protégés par un statut et les propriétaires s'en préservent mieux que les salariés des entreprises exposées à la concurrence.

Un monétarisme anti-étatique

A défaut de pouvoir appliquer ce remède radical, Mme Thatcher orienta sa politique monétaire dans cette direction en laissant monter les taux d'intérêt. C'est la politique inverse de celle que mènent depuis trois ans les Etats-Unis, l'Europe et, depuis quelques mois, le Japon, qui cherchent désespérément à créer de l'inflation pour inciter les gens à consommer et relancer ainsi, au moins momentanément, la production et l'emploi. Il est vrai que les circonstances sont diamétralement opposées : du fait de la concurrence internationale, l'inflation reste faible aujourd'hui ; dans l'Angleterre du début des années 80, la hausse des prix atteignait 18 % par an !

Cette logique anti-étatique fut élargie aux dépenses de l'Etat avec le gouvernement Thatcher, qui trancha dans certaines dépenses sociales, rognait le budget de l'enseignement supérieur, ferma les mines de charbon non rentables, privatisa des secteurs entiers de l'économie. Les marchés financiers furent allégés des règlements qui les corsetaient. Les relations avec certains petits pays du Commonwealth, ceux qui n'ont d'autres ressources que le « commerce de souveraineté », furent favorisées.

La souveraineté, c'est le pouvoir légitime de contraindre par la force (bien qu'il puisse exister des violences « légales »). Elle se traduit en économie par le prélèvement des impôts, l'établissement des lois et des règlements, et, contesté par les monétaristes libéraux, le pouvoir de créer de la monnaie. Pour les pays qui manquent de ressources naturelles ou de compétences humaines, mais pour d'autres également, le commerce de souveraineté permet de créer de toutes pièces des « avantages comparatifs » face aux pays concurrents, avantages qui sont autant de déchirures dans l'idéologie du libre-échange. Ici comme ailleurs, on se prétend libéral dans les discours internationaux (pour affaiblir l'adversaire) mais on pratique, par le biais de règlements appropriés, une politique apte à renforcer l'économie nationale. Depuis longtemps certains pays ont établis des « zones franches » où les impôts supportés par les entreprises qui s'y installent sont moindre qu'ailleurs. On connaît également les « ports francs » qui permettent de développer le commerce maritime dans l'espoir que l'arrière-pays pourra en profiter. Lorsque le territoire ou la situation géographique ne s'y prêtent pas, il est possible de concentrer ce type d'avantages sur les services financiers qui ne sont guère sensibles aux problèmes de communication ou de localisation. C'est ainsi que les premiers Etats qui firent commerce de souveraineté furent des petits Etats des Caraïbes (16 Etats différents !) de l'ancien Empire britannique, pays réputés trop faibles pour se défendre dans le combat commercial et industriel mondial. Les îles Caïman (30 000 habitants) sont devenues la cinquième place financière mondiale, or Nauru ne compte que 7000 habitants, Bahamas, Trinidad et Tobago à

peine plus. Tout cela profite à la City de Londres.

Dans la foulée, pour favoriser l'autonomie des investisseurs et des consommateurs, le gouvernement de Sa Majesté diminua les impôts directs et augmenta les impôts indirects. L'impôt locatif fut remplacé par une capitation basée sur le nombre de personnes qui habitent dans un logement, ce qui favorisa les propriétaires les plus fortunés.

Thatcher, Reagan...

Cette idéologie ultra-libérale n'était en rien confinée au Royaume-Uni, car, amorcée par la crise pétrolière de 1974, l'inflation sévissait alors partout (13 % en moyenne au début des années 80 pour les pays les plus industrialisés de la planète). C'est pourquoi ces années ont certes été les années de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, mais également celles de Ronald Reagan aux Etats-Unis, de Masayoshi Son au Japon, d'Helmut Kohl en Allemagne.

Jacques Delors, ministre socialiste du premier gouvernement socialiste de la V^e République française (François Mitterrand en était le président), décrocha en 1983 les salaires des prix. Trois ans plus tard, un autre ministre d'un gouvernement socialiste, Pierre Bérégovoy, libéralisait le marché financier français sur le modèle de la City de Londres. Et il faudrait parler aussi du Mexique, de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Ghana, de la Chine et de bien d'autres pays.

Avant même que les pays à économie planifiée ne témoignent de leur capitulation, le rôle de l'Etat était donc, sinon remis en question, du moins réorienté, et ce dans de nombreux pays que l'on n'attendait pas dans le camp néolibéral. De garant du plein emploi, l'Etat devint l'ordonnateur des conditions

socio-économiques de la croissance. Et parmi toutes ces conditions, la maîtrise de l'inflation.

Des résultats mitigés

Pour les philosophes comme pour chacun d'entre nous, la « réalité », c'est ce qui remet en cause les idées les mieux pensées. En matière économique, les « modèles », qui traduisent en chiffres les idéologies, se heurtent nécessairement à la résistance des groupes sociaux malmenés par les décisions. C'est la contradiction même du principe repris par l'enseignement social de l'Eglise catholique, le principe de subsidiarité : les décisions doivent, certes, être prises par « la base », au plus près de ceux qui auront à en supporter les conséquences, mais elles ne sauraient légitimer qu'une fraction de la société impose son intérêt au détriment de la société toute entière.

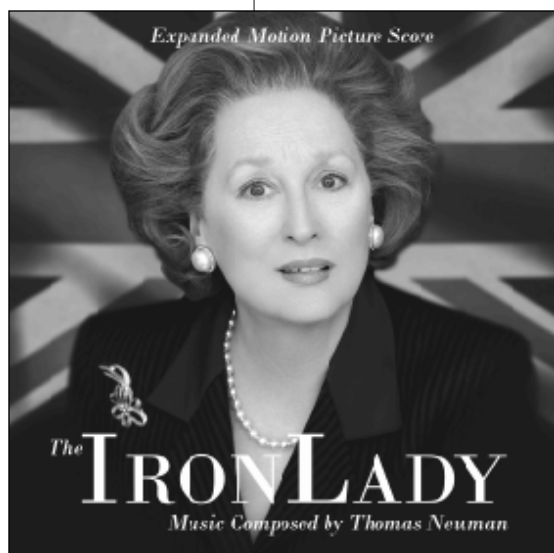
Concrètement, Mme Thatcher a vécu ce dilemme, non seulement dans sa

politique irlandaise, menant contre l'IRA une lutte sans merci, dépourvue d'empathie, voire même de pitié, mais encore contre les syndicats, suspectés de vouloir imposer leur diktat au détriment de l'économie anglaise. En témoigne la grève des mineurs. Leur leader Arthur Scargill ayant par trois fois (janvier 1982, octobre 1982, mars 1983) refusé de soumettre cette grève au vote des salariés, la grève fut déclarée illégale ; 20 000 emplois (sur 187 000) furent perdus, sans que le syndicat des mineurs ait rien obtenu en compensation. La moitié des mines furent fermées durant la décennie Thatcher.

Mais les résultats se firent attendre. Si l'inflation diminua rapidement (de 18 % par an, elle passa, deux ans plus tard, à 8,6 %), le chômage continua à croître, dépassant les trois millions de chômeurs, avec un pic de 3,4 millions en 1984, au-delà du plus haut niveau connu depuis 1930. Quant à la production industrielle, elle poursuivit sa baisse (perte de 30 % entre 1978 et 1982). Les mauvais résultats économiques et la grogne sociale firent douter de la réélection de « la dame de fer ». Margaret Thatcher ne dut sa première réélection qu'à la guerre des Malouines, réaction habituelle face à un ennemi de l'extérieur.

Cependant, à partir de 1983, l'activité économique se redressa, amélioration due en partie au développement des activités financières et en partie à l'apport des subsides venus du pétrole de la mer du Nord (90 % des recettes engendrées par la vente de ce pétrole servirent à renflouer les caisses de l'Etat). Les bons résultats permirent à Mme Thatcher de se faire réélire une seconde fois (sans l'aide de la guerre, cette fois). Ce qui fit de ses trois mandats successifs la plus longue période tenue d'un

Meryl Streep interprétant Margaret Thatcher (2011)



seul trait au XX^e siècle par le même Premier ministre d'Angleterre.

Même en laissant de côté les effets à plus long terme qui débordent la décennie dominée par Mme Thatcher, les résultats sont mitigés. Sa politique de privatisation a connu bien des déboires. La politique scolaire, universitaire et de recherche, menée « à la hussarde », n'a produit aucun fruit ; celle des transports s'est heurtée à l'embrouillamini des chemins de fer ; celle de l'énergie a manqué de cohérence.

Les limites des modèles

Finalement, ce libéralisme pugnace s'oppose au néolibéralisme esquissé avant-guerre lors du premier congrès Walter Lippmann en 1938, où s'est fait jour l'idée d'un libéralisme social.¹ Pour l'économiste français Jacques Rueff, l'Etat libéral peut être aussi social qu'il le désire. Il peut tout faire : prélever, redistribuer, réglementer... sauf administrer les prix de marché ! Cette opinion, alors majoritaire, s'est retrouvée

minoritaire après-guerre, lors de la seconde édition du congrès qui fit naître « la société du Mont Pèlerin » sous la direction des libéraux les plus radicaux, emmenés par le plus célèbre d'entre eux, Friedrich Hayek. C'est dans cette mouvance que s'inscrit la tradition qui a dominé la pensée de Mme Thatcher.

Tous les observateurs ont souligné combien l'économie britannique reste marquée par les réformes engagées par « la dame de fer ». Comme toujours, la crise actuelle voit s'affronter deux interprétations de cet héritage. L'une constate l'échec de ce libéralisme radical qui a cédé sous la pression de la finance, l'autre prétend que les réformes libérales ne sont pas allées jusqu'au bout de leur logique, ce qui expliquerait leur inefficacité. Ces arguments ont déjà servi pour et contre le système socialiste, pour et contre le système soviétique, pour et contre le système capitaliste,² pour et contre le système des communautés *Ujamaa* (base de la politique de développement social et économique de Julius Nyerere en Tanzanie après l'indépendance du pays), pour et contre les communes populaires chinoises.

La vraie question est celle de savoir si une idéologie, aussi bien pensée soit-elle, peut économiser l'effort du discernement. Tout gouvernement qui se repose sur un modèle économique ignore les contradictions de toute vie en société. La dignité de l'être humain est d'affronter un avenir incertain, bien éloigné de celui qu'esquissent les modèles économiques. Tout gouvernement idéologique, en confondant la théorie économique et la réalité sociale, s'expose nécessairement à l'échec de sa politique, entraînant dans sa chute le pays qui lui a fait confiance.

E. P.

1 • Colloque Walter Lippmann (Paris). En concurrence avec l'expression *néolibéralisme* y furent discutées des expressions jugées à l'époque équivalentes : *néocapitalisme*, *libéralisme social*, *socialisme libéral*, *planisme concurrentiel*, *marché institutionnel*. Face à des libéraux « sociaux » comme Raymond Aron ou Jacques Rueff, se dressaient les libéraux « radicaux », menés par l'économiste autrichien Ludwig Von Mises.

2 • *Libéralisme* et *capitalisme* : il est possible de les distinguer. Les mutuelles et coopératives ne relèvent pas de la logique capitaliste (elles ne rémunèrent pas l'apporteur de capital, mais l'adhérent qui assume les risques de l'entreprise), bien qu'elles puissent se développer dans un système libéral de marché (cf. *choisir* n° 639, mars 2013). Inversement, il existe un capitalisme d'Etat dont la logique est semblable au capitalisme libéral : accumuler du capital générateur de plus gros revenus ultérieurs.